

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

GBM n°24076

Marché réservé relatif à l'exécution d'une prestation de ramassage des
déchets destinés au tri sélectif sur le site de St-Mandé (94)

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général
Service des Achats et des Marchés
Département des marchés
73 avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 – STRUCTURE, FORME ET MODE DE PASSATION DU CONTRAT	3
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 – PRIX	4
ARTICLE 6 – CONDITIONS DE PAIEMENT	5
ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION	7
ARTICLE 8 – PENALITES	7
ARTICLE 9 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS.....	8
ARTICLE 10 – NORMES, REGLEMENTS ET DOCUMENTS DE REFERENCE.....	8
ARTICLE 11 – SOUS TRAITANCE	8
ARTICLE 12 – ASSURANCE.....	9
ARTICLE 13 – LITIGES ET SANCTIONS	9
ARTICLE 14 – FIN DE CONTRAT	10
ARTICLE 15 – LANGUE DU MARCHÉ	11
ARTICLE 16 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	11

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet le ramassage et le tri des déchets IGN et Météo France destinés au tri sélectif jusqu'à leur point de collecte.

Lieu d'exécution : 73 avenue de Paris – 94160 saint Mandé

Ce marché est exclusivement réservé aux établissements et service d'aide par le travail (ESAT).

ARTICLE 2 – STRUCTURE, FORME ET MODE DE PASSATION DU CONTRAT

Procédure :

Il s'agit d'un marché de services, passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

La prestation est réservée aux entreprises adaptées, aux établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et aux structures équivalentes, conformément aux Articles L2113-12 et L2113-13 du code de la commande publique.

Forme :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché ordinaire, non allotie.

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur a décidé de ne pas allotir. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

Réalisation de prestations similaires

L'acheteur pourra confier au titulaire, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

L'objet de ces nouveaux accords-cadres ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent accord-cadre et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent du marché.

Modifications du marché dont clauses de réexamen :

Le marché public pourra être modifié conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-9 du CCP.

Le titulaire du marché est informé par l'acheteur de la modification du contrat ou il informe l'acheteur de la nécessité de modifier le contrat. Dans tous les cas, toute modification fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant.

Ces modifications concernent notamment les points suivants :

- clause de variation des prix en cas de survenance de certains événements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat,
- options dont notamment :
 1. prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire à l'exécution du présent marché, pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix,
 2. avenants possibles,
 3. modalités de paiement,
 4. notification de prix nouveaux.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'**Acte d'Engagement (formulaire ATTRI1)** et son annexe financière "Prix Global et Forfaitaire" dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
2. le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) GBM n°24076** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
3. le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP) GBM n°24077** ;
4. le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (**CCAG-FCS**) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021 ; bien que non matériellement joint au présent dossier, ce document est réputé connu du prestataire, restant entendu que les pièces particulières prévalent sur les pièces générales en cas de contradiction ;
5. L'offre technique du titulaire ;
6. Les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire sur ses tarifs ou au dos de ses factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent contrat est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de sa date de notification. Il est renouvelable deux (2) fois par tacite reconduction par période de un (1) an. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction, l'IGN informe le titulaire au minimum trois mois avant la fin de la période de validité en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 5 – PRIX

■ Nature des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaire et révisable. La prestation sera réglée par application du prix fixé à l'annexe financière « Annexe1_Prix global et forfaitaire ».

■ Contenu des prix

La monnaie de référence du marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- tous les frais correspondant à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des prestations dans les règles de l'art ;
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Variation des prix

Le prix initial annuel des prestations fixes est traité à prix forfaitaire et révisable annuellement aux dates

Marché réservé relatif à l'exécution d'une prestation de ramassage des déchets destinés au tri sélectif sur le site de St-Mandé (94) – CCAP 4/11

d'anniversaire du marché, par référence au dernier indice INSEE connu et publié suivant :

Identifiant – 010762001 ; Intitulé – Indice du coût du travail - Coût horaire - Tertiaire (NAF rév. 2 sections G à N) - Base 100 en 2020.

Cet indice se trouve sur le site Internet de l'INSEE :

- <https://insee.fr/fr/statistiques>
- taper ensuite dans la case « rechercher sur le site » l'identifiant suivant : 010762001

Les prix de base sont révisés à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire du marché par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times [0,125 + 0,875 S1/S0]$$

dans laquelle:

P = prix révisé hors TVA de la période considérée

P0 = prix initial de l'offre hors TVA (mois de la date de remise des offres)

S0 = Dernier indice connu et publié à la date de notification du marché

S1 = Dernier indice connu et publié à la date de révision du marché

Le coefficient de révision des prix obtenu est arrondi au millième supérieur.

Le titulaire est tenu de communiquer au Pouvoir adjudicateur au plus tard 30 jours calendaires avant la date anniversaire du marché, les prix révisés ainsi que leur mode de calcul. A défaut d'information, le paiement des prestations s'effectuera sur la base des anciens prix qui seront reconduits jusqu'à réception et acceptation par la personne publique des nouveaux prix forfaitaires et unitaires. Il n'y aura pas d'effet rétroactif sur la révision des prix.

Clause de réexamen : L'évolution des conditions économiques peut conduire à tout moment les parties à revoir la clause de variation des prix du contrat. Il pourrait notamment s'agir de modifier une ou plusieurs variables dans la formule paramétrique ou le poids de celles-ci. En cas de disparition d'un indice de référence, celui-ci sera remplacé par un autre indice concordant avec l'indice initial et les prestations du marché. Dans tous les cas, toute modification fera l'objet d'une discussion entre les parties et sera formalisée par un avenant au contrat.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE PAIEMENT

■ Facturation

La facturation de la prestation forfaitaire intervient mensuellement à terme échu.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,
- la référence du service IGN qui assure la réception de la commande,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,
- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Marché réservé relatif à l'exécution d'une prestation de ramassage des déchets destinés au tri sélectif sur le site de St-Mandé (94) – CCAP 5/11

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

■ Dépôt de la facture sur Chorus Pro

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

■ Délai de paiement

Le délai de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

■ Intérêts moratoires

Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est fixé par voie réglementaire.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute à ces intérêts, une indemnité forfaitaire destinée à compenser les frais de recouvrement supportés par le titulaire du marché. Cette indemnité est fixée à 40 € selon l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

■ Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions visées à l'article R 2191-3 du Code de la Commande Publique, pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le montant de cette avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché.

Marché réservé relatif à l'exécution d'une prestation de ramassage des déchets destinés au tri sélectif sur le site de St-Mandé (94) – CCAP 6/11

Le taux de l'avance est de 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique.

■ Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

■ Acompte

Il n'est pas prévu de versement d'acompte au titre du présent marché.

■ Financement

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituées d'une dotation de l'État et de recettes d'activités.

ARTICLE 7 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications qualitatives mensuelles destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Les vérifications des prestations seront effectuées par le service intérieur de l'IGN. Si les prestations répondent aux stipulations du marché, le service intérieur de l'IGN prononce l'admission des prestations.

La décision d'admission mensuelle peut-être tacite.

Lorsque le service intérieur de l'IGN estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations. Le retard d'exécution des prestations entraîne l'application de la pénalité de retard prévue dans le présent document.

ARTICLE 8 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, sauf cas de force majeure, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui imposent le présent CCAP et le CCTP, ou s'il les remplit d'une façon inexacte ou incomplète, de nature à compromettre les intérêts du service, l'acheteur pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Le titulaire encourt une pénalité journalière de 150€ HT, en cas de retard dans l'exécution de la prestation.
- Le titulaire encourt une pénalité journalière de 80€ HT, en cas de retard dans l'exécution d'une demande de rectification ou d'une malfaçon.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS relatif au seuil d'exonération, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités sont notifiées au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception après constatation de la non-conformité.

Les pénalités sont déduites de la première facture mensuelle du titulaire à émettre après notification au titulaire par l'IGN de la ou des pénalité(s).

L'application des pénalités prévues en supra ne fait pas obstacle à la résiliation par l'IGN du présent marché aux torts du titulaire conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le Service de l'immobilier et de la logistique (SILOG) – service intérieur : batiments@ign.fr

Le suivi administratif IGN du marché est assuré par le Département des marchés : marches-publics@ign.fr

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 10 – NORMES, REGLEMENTS ET DOCUMENTS DE REFERENCE

Tous les normes et règlements en vigueur concernant les prestations objet du présent marché s'appliquent intégralement. L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur le respect des règlements suivants :

Règlement de sécurité de l'IGN

Le Règlement de sécurité est celui en vigueur à la date de notification du marché, éventuellement modifié ou complété en fonction de l'évolution de la réglementation et d'événements particuliers : Plan vigipirate,...

Code du Travail

Le Code du Travail s'applique intégralement à l'opération dans sa dernière version. Le Titulaire doit donc prendre en charge toutes les obligations qui lui incombent, et notamment les dispositions du livre II du code du travail dans sa dernière version.

Hygiène et Règlement Sanitaire

Le Règlement Sanitaire du département du Val de Marne (94) où est implanté le lieu d'exécution des prestations objet du présent marché s'applique intégralement à l'opération.

ARTICLE 11 – SOUS TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article L2193-4 du Code de la commande publique, le titulaire peut recourir à la sous-traitance lors de la passation du marché et tout au long de son exécution à condition de l'avoir déclarée à l'acheteur et d'avoir obtenu l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Chaque sous-traitant déclaré en cours d'exécution du marché devra obtenir l'acceptation de l'IGN et l'agrément de ses conditions de paiement ; le titulaire devra faire parvenir sa demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il devra indiquer sur sa déclaration :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,

Marché réservé relatif à l'exécution d'une prestation de ramassage des déchets destinés au tri sélectif sur le site de St-Mandé (94) – CCAP 8/11

- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements à l'IGN peut être effectuée par tout moyen permettant d'identifier de manière certaine la date et l'heure de réception.

La présentation des renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Toutefois, le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la déclaration de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire du marché a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer, tous les 6 mois et jusqu'à la fin du contrat, que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 12 – ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13 – LITIGES ET SANCTIONS

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités - DREETS (<http://dreets.gouv.fr>).

Marché réservé relatif à l'exécution d'une prestation de ramassage des déchets destinés au tri sélectif sur le site de St-Mandé (94) – CCAP 9/11

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

ARTICLE 14 – FIN DE CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général

En application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS, l'acheteur peut à tout moment résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Lorsque l'acheteur résilie le marché pour ce motif, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation.

Le titulaire peut également être indemnisé de la part des frais et investissements, engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

■ Résiliation en cas de perte ou de non renouvellement de l'agrément

La résiliation du présent marché sera prononcée sans indemnité en cas de perte ou de non renouvellement de l'autorisation de fonctionner d'un ESAT.

■ Résiliation pour faute du titulaire

En application des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le contrat pour faute du titulaire. Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

■ Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur ses candidatures futures.

ARTICLE 15 – LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution de l'accord cadre est le français.

ARTICLE 16 – LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 8 « pénalités » déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.